

# OCC

CONTRÔLEUR DE LA PROTECTION  
DES DONNÉES INDÉPENDANT  
D'EUROJUST

Rapport d'activité de l'organe  
de contrôle commun d'Eurojust

2013



**ORGANE DE CONTRÔLE COMMUN D'EUROJUST**

SECRÉTARIAT : P.O. BOX 16183

2500 BD LA HAYE, PAYS-BAS

TEL : +31 70 412 5512

FAX : +31 70 412 5515

E-MAIL : [jsb@eurojust.europa.eu](mailto:jsb@eurojust.europa.eu)

[www.eurojust.europa.eu/jsb.htm](http://www.eurojust.europa.eu/jsb.htm)

<b>Avant-propos</b> .....	3
<b>1. Présentation</b> .....	4
<b>2. Réunions et élections des membres permanents</b> .....	4
<b>3. Nouveaux développements</b> .....	5
<b>3.1. L'avenir d'Eurojust et du contrôle commun dans le domaine de la coopération judiciaire internationale</b> .....	5
<b>4. Travail de contrôle</b> .....	6
<b>5. Visite d'inspection, du 4 au 6 février</b> .....	6
<b>6. Suivi de l'inspection du département des ressources humaines de février</b> .....	6
<b>7. Coopération avec la déléguée à la protection des données d'Eurojust</b> .....	7
<b>8. Suivi des projets TIC impliquant le traitement de données personnelles</b> .....	7
<b>9. Accords de coopération entre Eurojust et les États tiers</b> .....	8
<b>10. Droits de la personne concernée</b> .....	10
<b>11. Appels liés à des dossiers</b> .....	10
<b>12. Appels non liés à des dossiers</b> .....	12
<b>13. Conférences européennes et internationales des commissaires à la protection des données</b> .....	12
<b>14. Transparence</b> .....	13
<b>15. Perspectives d'avenir</b> .....	13
<b>Annexe I : MEMBRES NOMMÉS À L'ORGANE DE CONTRÔLE COMMUN 2013</b> .....	14
<b>Annexe II : Publications</b> .....	16

## Avant-propos



*De gauche à droite : Carlos Campos Lobo (Portugal), Hans Frennered (Suède - Président depuis le 21/06/13), Wilbert Tomesen (Pays-Bas)*



*De gauche à droite : Hans Frennered, Lotty Prussen (Luxembourg - Président du 15/06/12 au 21/06/13), Carlos Campos Lobo*

En tant que président actuel de l'organe de contrôle commun d'Eurojust, j'ai l'honneur de présenter le 11<sup>ème</sup> rapport d'activités de l'OCC pour l'année 2013, année durant laquelle Mme Lotty Prussen et moi avons partagé la présidence de l'OCC. J'ai aussi eu l'honneur de servir comme membre permanent de la troïka de l'OCC de 2008 à 2014.

Dans le rapport de l'année dernière, mon prédécesseur a souligné que la composition de l'OCC et sa structure se sont avérées être très pratiques pour faciliter la prise de décision rapide, rendre la communication non bureaucratique et le fonctionnement rentable. Les membres actuels de la troïka partagent mon point de vue. Dans ce contexte, nous avons consacré énormément de temps cette année à débattre sur la proposition de la Commission d'un nouveau règlement concernant Eurojust.

L'OCC estime que certains aspects figurant dans la proposition devraient être reconsidérés, en prenant en compte les implications pour la protection des données, en particulier celles ayant trait à l'application proposée du règlement 45/2001 à toutes les opérations de traitement au sein d'Eurojust, ainsi qu'au modèle de contrôle proposé. L'OCC a fourni un certain nombre de propositions concrètes sur les dispositions spécifiques. Dans ce contexte, nous avons exhorté les législateurs à se concentrer sur les détails précis du mandat d'Eurojust, la méthode de travail et les éventuelles implications que cela pourrait avoir sur le travail opérationnel d'Eurojust. Nous avons également clairement exprimé notre désir de contribuer de manière constructive et par tous les moyens possibles à de nouvelles discussions concernant le régime de protection des données proposé.

Cela a été un plaisir de travailler avec mes collègues de la troïka, Mme Lotty Prussen, M. Carlos Campos Lobos et M. Wilbert Tomesen, et je tiens à les remercier chaleureusement pour leur engagement et leur participation experte aux travaux de l'OCC. Je tiens également à remercier la Présidence et le Collège ainsi que le personnel d'Eurojust pour leur contribution à nos activités. Je souhaite remercier tout particulièrement la déléguée à la protection des données, Diana Alonso Blas, les membres de son personnel Vaida Linartaitė-Gridziuškienė et Xavier Tracol, ainsi que la secrétaire de l'OCC, Fiona Coninx, pour leur aide précieuse à l'OCC.

Cordialement,

Hans Frennered  
Président

## 1. Présentation

Dans son 11<sup>e</sup> rapport d'activités (rapport) l'organe de contrôle commun d'Eurojust (OCC) décrit ses principales activités en 2013. L'OCC a été créé par l'article 23 de la décision Eurojust<sup>1</sup> en tant qu'organe indépendant, pour surveiller collectivement les activités d'Eurojust qui impliquent le traitement de données personnelles et s'assurer que ces activités sont menées conformément à la décision Eurojust et respectent les droits des personnes concernées.

L'une des missions les plus importantes de l'OCC est d'examiner les appels interjetés par des individus pour vérifier que leurs données personnelles soient traitées par Eurojust de façon licite et correcte.

L'OCC surveille le caractère licite de la transmission des données faite par Eurojust et donne obligatoirement son avis concernant les dispositions relatives à la protection des données dans le cadre des accords ou des conditions de travail avec des organes de l'UE ou des accords de coopération avec des Etats tiers ou des organisations internationales.

Ce rapport rend compte du travail que l'OCC a effectué en 2013. Il résume les défis actuels et à venir ainsi que le travail quotidien de l'OCC, surtout par rapport aux réformes d'Eurojust et de l'UE en cours portant sur la protection des données, les discussions sur le futur système de contrôle et les débats actuels concernant un parquet européen.

## 2. Réunions et élections des membres permanents



La tenue de réunions régulières des membres permanents de l'OCC à la Haye est une des manières les plus efficaces de travailler. Le contrôle des activités d'Eurojust exige une composante judiciaire, qui est actuellement protégée par la composition de l'OCC, avec une expertise judiciaire considérable et une participation appropriée des États membres. Les membres de l'OCC sont juges ou membres jouissant d'un niveau équivalent d'indépendance et, en ce qui concerne son secrétariat et ses ressources financières, ceux-ci ont reçu toutes les ressources nécessaires pour garantir l'indépendance de leur travail.

En 2013, les membres permanents se sont réunis le 28 janvier, le 25 avril, le 20 juin et le 14 novembre à Eurojust. La séance plénière des membres nommés a eu lieu le 21 juin ; au cours de celle-ci un nouveau membre permanent a été élu, remplaçant la présidente sortante, Mme Lotty Prussen. M. Wilbert Tomesen, membre nommé de l'OCC pour les Pays-Bas a été élu membre permanent pour les trois prochaines années. La séance plénière est la séance où les membres nommés par chaque État membre sont informés du travail et des activités de l'OCC, où ils peuvent échanger des opinions et discuter des problèmes de protection des données dans le domaine de la coopération judiciaire.

Le travail de l'OCC présente un intérêt pour les autres acteurs dans le domaine de la protection des données. Par exemple, l'autorité chargée de la protection des données de l'ancienne République yougoslave de Macédoine a demandé à assister aux réunions de l'OCC en tant

<sup>1</sup> Décision 2002/187/JAI instituant Eurojust en vue de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, JO L 63 p.1, 6.3. 2003 ; amendée par la décision du Conseil 2009/426/JAI du 16 décembre 2008 sur le renforcement d'Eurojust, JO L 138 p. 14, 4.6.2009j

qu'observateur. Lors de la réunion du 18 avril de l'OCC, il a été convenu d'inviter un représentant de cette autorité à la séance plénière, conformément à l'article 5 (5) de l'Acte de l'organe de contrôle commun.

### 3. Nouveaux développements

#### 3.1. L'avenir d'Eurojust et du contrôle commun dans le domaine de la coopération judiciaire internationale

Un développement de taille a marqué 2013. Le 17 juillet, la Commission européenne a présenté une proposition<sup>2</sup> de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence européenne de coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust) ainsi qu'une proposition de règlement du Conseil relatif à la création d'un parquet européen (EPPO).

En mars, la présidente d'Eurojust, Mme Michèle Coninsx, a invité l'OCC à formuler un avis sur les propositions élaborées par Eurojust concernant le projet de la Commission européenne en vue d'un règlement en vertu de l'article 85 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. L'OCC a communiqué son avis à Eurojust le 26 mars et l'a transmis à la Commission pour information.

Le président de l'OCC a été invité par Eurojust à participer les 14 et 15 octobre à La Haye au séminaire d'Eurojust intitulé « *Le nouveau projet de règlement sur Eurojust : une amélioration dans la lutte contre la criminalité transfrontalière* ». La réunion visait à promouvoir un échange de points de vue sur le projet de règlement d'Eurojust entre les représentants des autorités des États membres, des institutions européennes, des universitaires et d'Eurojust.

Le 14 novembre, l'OCC a émis un avis<sup>3</sup> qui a été distribué aux acteurs clés dans le domaine de la protection des données aux niveaux national et européen. Dans la conclusion de son avis, l'OCC a invité les législateurs :

*à revenir sur un certain nombre de questions soulevées. Ceci s'applique particulièrement à la pleine applicabilité du règlement 45/2001 à Eurojust, qui est seulement adapté et approprié pour ce qui concerne les opérations de traitement administratif d'Eurojust et la modification du modèle de contrôle, lequel ne tient pas compte de la nature judiciaire du travail d'Eurojust ni de son rôle dans la coordination des enquêtes et des poursuites judiciaires nationales. Lors du réexamen de ces questions, l'OCC exhorte le législateur à se concentrer sur la spécificité du mandat d'Eurojust, la méthode de travail et les implications possibles sur les capacités opérationnelles d'Eurojust.*

Au cours des débats sur le futur modèle de contrôle, notamment dans le domaine de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, l'OCC a exhorté la Commission à examiner soigneusement toutes les modifications et a demandé une évaluation de l'efficacité des régimes existants, comme le sien, qui fonctionne bien et est efficace, qui comprend les activités d'Eurojust et assure un véritable respect des règles en vigueur, ce qui offre ainsi un niveau élevé de protection aux individus et augmente la sécurité juridique. Dans son avis susmentionné du 14

---

<sup>2</sup> COM (2013) 535 final 2013/0256 (COD) Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale (Eurojust).

<sup>3</sup> [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20new%20Eurojust%20Regulation%2c%202013/OpinionJSB\\_new\\_Eurojust\\_Regulation\\_2013-11-14\\_EN.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20new%20Eurojust%20Regulation%2c%202013/OpinionJSB_new_Eurojust_Regulation_2013-11-14_EN.pdf)



novembre, l'OCC a mis en évidence les éléments suivants qui se rapportent au système actuel de contrôle à Eurojust :

- *Il dispose de l'expertise nécessaire en matière de coopération judiciaire et de protection des données ;*
- *Il est efficace avec trois membres élus, des réunions régulières (quatre ou cinq fois par an) à Eurojust. Il propose une procédure d'appel rapide et sans lourdeur administrative pour les individus;*
- *Il effectue le contrôle sur site : de fréquentes inspections avec la participation directe des autorités nationales responsables de la protection des données;*
- *Une transparence totale : un site internet avec des mises à jour régulières, les décisions en appel et les rapports publiés et distribué ;*
- *Les décisions de l'OCC sont définitives et s'imposent à Eurojust : de nature quasi judiciaire.*

#### **4. Travail de contrôle**

L'OCC procède à des inspections régulières à Eurojust, normalement tous les deux ans. Ces inspections couvrent entièrement les opérations de traitement des dossiers comme les opérations de traitement administratif sans lien avec les dossiers. L'OCC communique des rapports détaillés de ces inspections à Eurojust, y compris ses conclusions et ses recommandations. Lors de réunions successives, le suivi par l'organisation est étroitement surveillé.

#### **5. Visite d'inspection, du 4 au 6 février**

Une inspection complète a eu lieu sur le site d'Eurojust du 4 au 6 février 2013.

L'OCC a fourni un mandat à son équipe d'inspection afin de contrôler :

- le contenu du système de gestion des dossiers (ci-après « CMS ») ;
- la conformité à toutes les procédures de traitement des données par Eurojust liées aux dossiers traités par celui-ci ;
- le suivi des recommandations formulées dans le précédent rapport d'inspection (2010) ;
- l'accès au système d'information douanier et au système d'information Schengen.

Le 6 septembre, l'OCC a présenté le rapport d'inspection final au Collège d'Eurojust. L'OCC a demandé à Eurojust de fournir une feuille de route décrivant les mesures qui seraient prises pour suivre les recommandations formulées dans le rapport d'inspection. Le Collège a remis cette feuille de route à l'OCC le 20 septembre dans le délai convenu.

Lors de sa réunion du 6 Septembre, le Collège a accueilli positivement la possibilité d'échanger des points de vue avec l'OCC et a confirmé son souhait de poursuivre ce dialogue sur une base régulière à l'avenir. Il a été convenu que l'OCC surveillerait les évolutions en menant régulièrement des enquêtes sur site chez Eurojust (au moins tous les six mois) et en tenant des réunions régulières avec l'équipe de la présidence.

#### **6. Suivi de l'inspection du département des ressources humaines de février**

En 2013, l'OCC a continué à surveiller le travail de suivi effectué par Eurojust portant sur la mise en œuvre des recommandations qui résultaient de l'inspection du département des ressources humaines effectuée le 23 février 2012. L'OCC s'est déclaré satisfait des progrès en cours dans ce

domaine et a noté avec satisfaction que des progrès avaient été accomplis dans la mise en œuvre des recommandations et l'engagement du département des ressources humaines.

## 7. Coopération avec la déléguée à la protection des données d'Eurojust



Conformément à l'article 6(6) de l'Acte relatif à l'OCC, l'OCC a régulièrement travaillé en liaison avec la déléguée à la protection des données d'Eurojust (DPD) qui, en 2013, a fait part de manière continue à l'OCC des questions et dossiers en cours relatifs à la protection des données à Eurojust. Une étroite collaboration avec la DPD d'Eurojust est essentielle aux yeux de l'OCC. Cela permet à l'OCC de rester informé sur les questions quotidiennes auxquelles fait face Eurojust en matière de protection de données et de collaborer afin de trouver

la meilleure solution. Par dessus tout, cette étroite coopération garantit le respect du cadre juridique et des exigences en matière de protection des données. Conformément à l'article 27(1) des règles portant sur la protection des données<sup>4</sup>, l'enquête annuelle de 2012 de la DPD a été remise à l'OCC en décembre 2013. Au cours de cette enquête, cinq bureaux nationaux et l'unité de gestion des informations ont été interrogés. L'enquête a soulevé des questions semblables à celles mises en lumière par l'OCC lors de son inspection de février et la DPD a conclu dans son rapport qu'« *il semble raisonnable de penser que les mesures adoptées pour donner suite au rapport d'inspection devraient également remédier aux questions soulevées dans le rapport* ».



## 8. Suivi des projets TIC impliquant le traitement de données personnelles

Au cours de l'année 2013, l'OCC a régulièrement reçu des informations d'Eurojust concernant les derniers développements dans les différents projets TIC qui étaient en cours. Parmi ceux-ci :

- des nouvelles versions du CMS ;
- un projet de recherche lancé pour le système national de coordination européen (ENCS) ;
- l'application de réseau d'échange sécurisé d'informations (Secure Information Exchange Network Application, SIENA) ;

<sup>4</sup> Règlement intérieur sur le traitement et la protection des données personnelles au sein d'Eurojust adopté par le Collège d'Eurojust au cours de la réunion du 21 octobre 2004 et approuvé par le Conseil le 24 février 2004

<http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/dataprotection/Eurojust%20Data%20Protection%20Rules/Eurojust-Data-Protection-Rules-2005-02-24-FR.pdf>

- l'outil d'audit SIS II.

L'OCC a beaucoup apprécié le travail effectué par l'unité de gestion des informations et l'implication de la DPD dès la phase initiale des projets.

## 9. Accords de coopération entre Eurojust et les États tiers

L'article 26(2) de la décision d' Eurojust reconnaît explicitement que pour conclure des accords ou des conditions de travail avec les institutions, les organes et les agences créés par les traités instituant les communautés européennes ou le traité sur l'Union européenne ou sur la base de ces traités, Eurojust est tenu de consulter l'OCC pour ce qui est des dispositions du projet d'accord ou des conditions de travail en lien avec la protection des données. La même obligation, prévue par l'article 26a(2) de la Décision Eurojust, est d'application lorsqu'un projet d'accord de coopération doit être conclu avec un État tiers ou une organisation internationale.

Tout au long de l'année 2013, l'équipe chargée des relations extérieures d'Eurojust a régulièrement informé l'OCC sur les relations avec les tiers et les États tiers et sur l'état d'avancement des négociations en cours entre Eurojust et les États tiers ou les organisations internationales. L'OCC a soigneusement examiné toutes les informations fournies par la DPD lors de la discussion sur le niveau de protection des données de plusieurs organisations et États tiers avec lesquels Eurojust envisageait de conclure un accord de coopération. De cette façon, l'OCC a été pleinement informé et impliqué dans les questions liées aux négociations en cours ainsi que dans le suivi de l'application des accords existants. Au cours de l'année, l'OCC a publié les avis suivants (disponibles sur son site internet) :

### - Avis sur le projet d'accord entre Eurojust et la République de Moldavie

Après une réflexion et une discussion approfondies, l'OCC a émis un avis favorable sur l'accord entre Eurojust et la République de Moldavie<sup>5</sup> le 18 novembre, avec les considérations suivantes :

*Étant donné que la question du réexamen par la République de Moldavie de la déclaration faite au moment de la ratification de la Convention 108 du Conseil de l'Europe est en passe d'être résolue avant l'entrée en vigueur de l'accord de coopération,*

*Étant donné que la législation applicable en matière de protection des données en République de Moldavie a été substantiellement modifiée par la loi relative à la protection des données personnelles (n° 133, adoptée le 8 juillet 2011, entrée en vigueur le 14 avril 2012) et que toutes les observations et suggestions faites par Eurojust afin de garantir un niveau de protection adéquat ont été prises en compte à la satisfaction de la déléguée à la protection des données d'Eurojust,*

*Étant donné que le parquet de la République de Moldavie, autorité compétente au sens de l'article 4 du projet d'accord, est soumis au contrôle du Centre national pour la protection des données personnelles de la République de Moldavie, lequel*

---

<sup>5</sup> [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20draft%20agreement%20between%20Eurojust%20and%20the%20Republic%20of%20Moldova%2c%202013/OpinionJSB\\_Moldova\\_2013-11-14\\_EN.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20draft%20agreement%20between%20Eurojust%20and%20the%20Republic%20of%20Moldova%2c%202013/OpinionJSB_Moldova_2013-11-14_EN.pdf)



*Étant donné que les projets d'accord contiennent toutes les dispositions de protection des données pertinentes conformément au modèle d'accord évalué positivement par l'organe de contrôle commun,*

*L'organe de contrôle commun considère les dispositions relatives à l'échange des données personnelles contenues dans le projet d'accord entre Eurojust et la République de Moldavie adéquates et émet par conséquent un avis favorable au projet d'accord.*

- **Avis sur le protocole d'accord entre Frontex et Eurojust**

Le 20 juin, l'OCC a rendu son avis<sup>6</sup> sur le protocole avec les observations suivantes :

*L'article 4.2 du protocole prévoit la possibilité pour Eurojust et Frontex d'échanger des informations stratégiques hormis celles énumérées dans cet article. Toutefois, il convient de souligner que toutes les informations échangées doivent sans exception être conformes à l'article 4.4 du présent protocole, ce qui signifie qu'en aucun cas des données personnelles ne pourraient faire partie de ces informations stratégiques échangées.*

*Pour ce qui est de l'article 4.4 du protocole, l'OCC propose de supprimer l'expression « Nonobstant l'article 13 du règlement Frontex et l'article 26 de la décision Eurojust au début de ce paragraphe, car cette formulation pourrait entraîner des malentendus.*

*Il suggérerait plutôt d'harmoniser la formulation de ce paragraphe, qui est le plus important sur le plan de la protection des données, à la formulation utilisée dans les protocoles avec IberRed, Interpol et ainsi de suite, lesquels excluent les transmissions de données opérationnelles et personnelles.*

- **Avis sur le protocole d'accord entre Interpol et Eurojust**

Le 20 juin, l'OCC a rendu son avis<sup>7</sup> sur le protocole, avec l'observation suivante :

*L'article 4.2 du protocole prévoit la possibilité pour Eurojust et Interpol d'échanger des informations stratégiques hormis celles énumérées dans cet article. Toutefois, il convient de souligner que toutes les informations échangées doivent, sans être conformes à l'article 4.4 du présent protocole, ce qui signifie qu'en aucun cas des données opérationnelles ou personnelles ne pourraient faire partie de ces informations stratégiques échangées.*

---

<sup>6</sup> [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20Frontex%20and%20Eurojust%2c%202013/OpinionJSB\\_MoU-Frontex-Eurojust\\_2013-06-20-EN.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20Frontex%20and%20Eurojust%2c%202013/OpinionJSB_MoU-Frontex-Eurojust_2013-06-20-EN.pdf)

<sup>7</sup> [http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20Interpol%20and%20Eurojust%2c%202013/OpinionJSB\\_MoU-Interpol-Eurojust\\_2013-06-20-EN.pdf](http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/opinions/Opinion%20on%20the%20Memorandum%20of%20Understanding%20between%20Interpol%20and%20Eurojust%2c%202013/OpinionJSB_MoU-Interpol-Eurojust_2013-06-20-EN.pdf)

## 10. Droits de la personne concernée



L'un des piliers du solide régime de protection des données défini par la Décision Eurojust est le droit opposable des personnes concernées à accéder, rectifier, supprimer ou bloquer des données personnelles qui leur sont associées. L'article 19(1) de la Décision Eurojust garantit que tout individu a le droit d'avoir accès à ses propres données personnelles traitées par Eurojust. L'article 20(1) de la Décision Eurojust donne droit à tout individu de demander à Eurojust de corriger, bloquer ou supprimer ses données personnelles si elles sont incorrectes ou incomplètes, ou si l'entrée ou le stockage des données contrevient à la présente décision.

Si une personne n'est pas satisfaite de la réponse d'Eurojust à sa demande, elle peut interjeter appel de la décision devant l'OCC. L'OCC examine les appels qui lui sont soumis conformément aux articles 19(8) et 20(2) de la Décision Eurojust et effectue des contrôles. L'OCC est également compétent pour examiner les appels concernant le traitement des données non liées à des dossiers. Si l'OCC estime qu'une décision prise par Eurojust ou le traitement des données qu'il a effectué n'est pas compatible avec la Décision Eurojust, la question est renvoyée à Eurojust. Les décisions de l'OCC sont définitives et s'imposent à Eurojust.

## 11. Appels liés à des dossiers

En 2013, deux appels concernant des dossiers ont été reçus.

Le premier, déposé auprès du secrétariat de l'OCC le 17 avril, provenant d'un citoyen néerlandais, était un appel fait à l'encontre de la décision défavorable d'Eurojust à sa demande d'accès aux données personnelles stockées par Eurojust ; dans cette décision, Eurojust déclarait posséder les données mais ne pas être en mesure de les communiquer à la personne concernée. La personne a fait appel contre cette décision, indiquant qu'aucune explication claire n'avait été fournie motivant le refus de communiquer les informations. L'OCC avait besoin d'examiner si Eurojust avait appliqué correctement l'exception de l'article 19(4) de la Décision Eurojust, et si la procédure avait été correctement suivie. Conformément à l'article 12(1) de l'Acte de l'OCC<sup>8</sup>, M. Tomesen (le membre néerlandais nommé à l'époque) avait été nommé pour agir comme juge *ad hoc* pendant toute la durée de l'examen de l'appel. Conformément à la procédure (article 16(2) de l'Acte de l'OCC), Eurojust a été prié de présenter à l'OCC ses observations sur ce dossier, et c'est ce qu'il a fait le 11 juin. L'OCC a délibéré sur l'appel lors de sa réunion du 20 juin. Le verdict fut qu'Eurojust avait agi conformément aux procédures établies. L'appelant a retiré son appel le 2 août et l'appel a ensuite été considéré clos par l'OCC.

Un second appel a été reçu le 25 juin au nom d'un M. X et d'une Mme Y (appelants), représentés par leur avocat, à l'encontre d'une décision du Collège d'Eurojust publiée le 4 juin, suite à la requête des appelants du 10 avril d'accéder à des données personnelles traitées par Eurojust qui leur sont liées. La décision a été communiquée aux appelants le 6 juin par la DPD. Dans sa Décision, telle que communiquée aux demandeurs par la DPD, Eurojust a déclaré

<sup>8</sup> Acte de l'organe de contrôle commun d'Eurojust du 2 mars 2004 (2004/C 86/01) établissant son règlement intérieur, JO C 86, p. 1, 6.4.2004

*Conformément à l'article 19(7) de la Décision Eurojust, je vous notifie par la présente que les contrôles nécessaires ont été effectués, mais je ne suis pas en mesure de vous fournir les informations qui permettraient d'établir si vos clients sont connus par Eurojust.*

Conformément à l'article 16(2), de l'Acte relatif à l'OCC, le 22 août l'OCC a informé le Collège de l'appel et l'a invité à présenter ses observations sur l'appel. Dans une lettre du 12 septembre, le Collège d'Eurojust a fourni ses observations sur le dossier

*Le Collège d'Eurojust a reconsidéré sa décision du 4 juin 2013 afin de notifier aux personnes concernées que les contrôles nécessaires ont été effectués, et que des informations ne pouvaient pas être révélées sur le fait que les personnes concernées étaient connues ou non par Eurojust. Le 10 septembre 2013, le Collège, après avoir consulté les autorités nationales compétentes impliquées dans ce dossier, a décidé de divulguer les informations existantes sur les personnes concernées.*

Le 10 octobre, la DPD a répondu à l'avocat représentant les appelants. Dans le but de protéger le droit à la vie privée des autres personnes mentionnées dans le document, Eurojust a occulté les données personnelles de celles-ci. Les appelants ont introduit un recours auprès de l'OCC le 15 octobre, indiquant qu'ils ne pouvaient pas déterminer à partir des fichiers joints si le contenu était complet ou si certaines informations manquaient et ont demandé à l'OCC de vérifier. Les appelants ont sollicité la transmission des éléments du dossier de manière « non censurée ». Par ailleurs, les appelants ont demandé que l'OCC prenne en charge les frais de la présente procédure d'appel conformément à l'article 25(1) du règlement intérieur de l'OCC. L'OCC a délibéré sur le dossier en question lors de sa réunion du 14 novembre et a rendu une décision unanime<sup>9</sup> qui concluait :

*Que l'OCC est d'avis qu'Eurojust a correctement occulté certaines parties du contenu en supprimant les noms des autres personnes mentionnées dans les documents dans le but de protéger leur droit à la vie privée. L'OCC remarque que, conformément à l'article 19(1) de la décision Eurojust, un individu a le droit d'accéder aux données traitées par Eurojust le concernant(...). Par conséquent, les demandeurs avaient le droit de recevoir toutes les données les concernant individuellement ».*

*À la lumière des circonstances particulières et du fait que le demandeur ait reçu un accès complet aux informations traitées par Eurojust le concernant, qu'en occultant les noms des autres personnes Eurojust a protégé leur droit à la vie privée, l'OCC décide, conformément à l'article 23.7 de la Décision Eurojust, que dans le présent dossier d'appel Eurojust a correctement appliqué les dispositions de la Décision Eurojust ».*

Pour ce qui est de la requête des appelants du remboursement des frais encourus, l'OCC est arrivé à la conclusion suivante :

*L'OCC a examiné les questions de la requête à l'OCC de prendre en charge les frais de la présente procédure d'appel conformément à l'article 25(1) du règlement intérieur de l'OCC. L'OCC remarque que « l'article 25(1) indique que [...] si l'appel est confirmé, en tout ou en partie, les frais nécessaires encourus par le demandeur pour le dépôt et le traitement de la plainte doivent être supportés par Eurojust dans la mesure où l'organe de contrôle commun considère cela équitable ». Dans le cas présent, l'accès*

---

<sup>9</sup> <http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/appealdecisions/Appeal%20Decision%202013-11-14/JSB-Appeal-Decision-CaseMrXMsY-2013-11-14-EN.pdf>

*aux informations avait été accordé aux demandeurs avant que l'OCC n'ait statué sur l'appel. Le demandeur a reçu toutes les informations le concernant, y compris la correspondance interne avec les autorités nationales au sujet de cette requête particulière. Même si Eurojust a reconsidéré sa première décision seulement suite à la demande de l'OCC, l'accès aux informations a cependant été accordé. Par conséquent, la situation n'est pas celle décrite dans l'article 25(1) car, en raison de la Décision Eurojust de fournir les renseignements à la personne concernée avant que l'OCC n'ait examiné le dossier, l'OCC n'a pas encore atteint le stade d'avoir à décider s'il convient de confirmer, en tout ou en partie, l'appel. Le montant des dépenses prévu à l'article 25(1) du règlement intérieur de l'OCC sert à protéger les individus contre une éventuelle mauvaise conduite délibérée d'Eurojust. Dans ce cas particulier, Eurojust a correctement suivi les procédures et a montré sa volonté de prendre en compte les questions soulevées par les demandeurs en accordant l'accès avant même la décision de l'OCC sur l'appel. C'est pourquoi la demande de prise en charge des frais ne saurait être reçue. »*

## **12. Appels non liés à des dossiers**

Un appel a été déposé à l'OCC le 3 décembre 2012, provenant d'un membre du personnel d'Eurojust, contre la décision négative implicite d'Eurojust suite à sa demande de recevoir une copie de son propre certificat d'enquête de sécurité délivré par l'autorité de sécurité française dans le cadre de la procédure d'enquête qui a lieu pour tous les membres du personnel d'Eurojust. L'OCC a considéré l'appel recevable et l'a transmis à Eurojust pour commentaire le 14 décembre 2012 conformément à l'article 16(2) de l'Acte relatif à l'organe de contrôle commun. L'appel a été examiné lors de la réunion de l'OCC du 28 janvier 2013 et un avis<sup>10</sup> favorable a été émis pour remettre une copie papier du certificat de sécurité à l'appelant. Les conclusions de la décision étaient les suivantes :

*Après avoir examiné tous les éléments et les informations fournis par les deux parties, l'OCC estime que, dans ce cas précis, Eurojust n'est pas parvenu à fournir des arguments convaincants expliquant pourquoi fournir une copie de son propre certificat de sécurité tel que délivré par les autorités françaises pourrait nuire aux intérêts publics importants mentionnés à l'article 19.4 de la décision Eurojust, qui est la seule base juridique possible de refus d'un tel accès à Eurojust. L'OCC décide, conformément à l'article 23.7 de la décision Eurojust, de renvoyer la question à Eurojust pour réexamen : Eurojust est contraint conformément à l'article 23.8 de la décision Eurojust de fournir à M. A une copie du certificat de sécurité requis tel qu'il est détenu par Eurojust. L'OCC tient à rappeler à M. A que ce certificat est réservé aux fins pour lesquelles il a été délivré.*

## **13. Conférences européennes et internationales des commissaires à la protection des données**

M. Carlos Campos Lobo représentait l'OCC à la Conférence Internationale des commissaires à la

<sup>10</sup> <http://www.eurojust.europa.eu/doclibrary/Eurojust-framework/jsb/appealdecisions/Appeal%20Decision%202013-03-18/JSB-Appeal-Decision-CaseMrA-2013-03-18-EN.pdf>

protection des données, qui s'est tenue en Pologne du 24 au 26 septembre. L'OCC est membre accrédité de la session à huis clos de cette conférence. Lors de la session à huis clos de cette année, le thème principal portait sur l'« application » de la société : les conséquences des applications mobiles pour la société et la protection des données et comment les régulateurs de la protection des données devraient répondre à ces défis.

Mme Alonso Blas représentait l'OCC à la Conférence de printemps des autorités européennes chargées de la protection des données (APD), qui s'est tenue au Portugal du 15 au 17 mai. Au cours de cette conférence, une résolution a été prise sur l'avenir de la protection des données en Europe; les APD ont réitéré la nécessité de développer un régime de protection des données solide et cohérent, offrant le même niveau de protection tant au secteur privé que public.

#### 14. Transparence

En 2013, l'OCC a continué à faire connaître ses efforts de sensibilisation à la protection des données à Eurojust. À l'occasion de la journée européenne de protection des données le 28 janvier, la présidente de l'OCC, Mme Prussen, a présenté un exposé à tous les responsables à Eurojust expliquant le travail et le rôle de l'OCC. L'OCC a également tenu à informer le grand public de ses réunions et de son travail quotidien au cours de l'année, en publiant sur le site internet de l'OCC les points importants de chaque réunion, ses décisions sur les dossiers d'appel et les avis émis. Pour célébrer son 10<sup>e</sup> anniversaire, l'OCC a réalisé une édition spéciale de son rapport d'activités annuel pour 2012, qui a été distribuée aux acteurs clés dans le domaine de la protection de données aux niveaux national et européen. Ce rapport a également été publié en quatre langues (anglais, français, allemand et espagnol) sur le site internet.

L'OCC a diffusé son « *Avis concernant la protection des données dans le nouveau cadre juridique d'Eurojust proposé* » du 14 novembre aux acteurs clés de la Commission, du Conseil de l'Union européenne, du Parlement européen, au contrôleur européen chargé de la protection des données (CEPD) et aux autorités nationales responsables de la protection des données.

#### 15. Perspectives d'avenir

L'OCC est impatient de relever les défis qui l'attendent en 2014, notamment en ce qui concerne la réforme d'Eurojust en cours et la réforme actuelle de la protection des données de l'UE. L'OCC suivra avec grand intérêt les développements dans ce domaine et mettra tout en œuvre pour assurer l'existence de règles sur mesure et la pérennité du système actuel de contrôle commun.



Séance plénière de l'OCC juin 2013



**Annexe I : MEMBRES NOMMÉS À L'ORGANE DE CONTRÔLE COMMUN 2013**

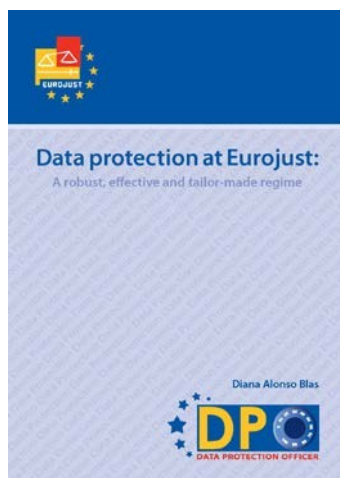
État membre	Membre nommé	Date de nomination
Belgique	Mme Nicole LEPOIVRE	09/01/2003
Bulgarie	Mme Pavlina PANOVA	04/07/2007
République tchèque	M. Josef RAKOVSKÝ	14/04/2004
Danemark	Mme Birgit KLEIS	27/03/2013
Allemagne	M. Bertram SCHMITT	23/06/2009
Estonie	M. Pavel GONTŠAROV	25/10/2004
Irlande	M. Billy HAWKES	06/06/2005
Grèce	M. Ioannis ANGELIS	02/03/2012
Espagne	M. José Luis RODRIGUEZ ÁLVAREZ	07/02/2012
France	M. Frédéric BAAB	11/06/2009
Italie	M. Alberto PIOLETTI	14/06/2010
Chypre	M. Yiannos DANIELIDES	14/05/2012
Lettonie	M. Zane PĒTERSONE	27/09/2004
Lituanie	Mme Laureta ULBIENĖ	31/05/2012
Luxembourg	Mme Lotty PRUSSEN	06/05/2002
Hongrie	M. Tibor KATONA	23/06/2008
Malte	M. Joseph EBEJER	30/03/2009
Pays-Bas	M. Wilbert TOMESSEN	01/06/2012
Autriche	M. Gerhard KURAS	06/02/2010
Pologne	M. Dariusz ŁUBOWSKI	26/05/2004
Portugal	M. Carlos CAMPOS LOBO	01/04/2006

Rapport d'activités 2013  
Organe de contrôle commun d'Eurojust

Roumanie	Mme Laura-Marina ANDREI	01/10/2007
Slovénie	M. Rajko PIRNAT	23/03/2005
Slovaquie	M. Dušan ĎURIAN	22/03/2012
Finlande	Mme Anne HEIMOLA	01/01/2008
Suède	M. Hans FRENNERED	01/07/2002
Royaume-Uni	M. Christopher GRAHAM	12/08/2009

## Annexe II : Publications

Les publications suivantes peuvent être demandées au secrétariat de l'OCC, PO Box 16183, 2500 BD La Haye, Pays-Bas, e-mail : [jsb@eurojust.europa.eu](mailto:jsb@eurojust.europa.eu)

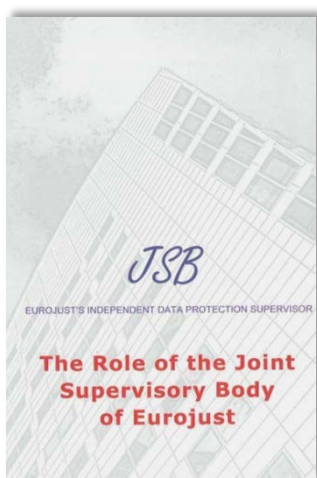


Le livret « *La protection des données au sein d'Eurojust* » est disponible en anglais, français, allemand et espagnol. Grâce au projet IPA financé par l'UE, le livret a également été traduit en albanais, bosniaque et dans la langue de l'ancienne République yougoslave de Macédoine.



Brochure 1 : « *Connaissez vos droits* », version imprimée disponible en anglais, français, allemand et espagnol.

### Brochure 1



Brochure 2 : « *Le rôle de l'organe de contrôle commun d'Eurojust* », version imprimée disponible en anglais, français, allemand et espagnol.

### Brochure 2